

**DECISION DU PRESIDENT**

PRISE EN APPLICATION DE L'ARTICLE L. 5211-9
DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

Objet : AVENANT AU MARCHE DE L'ELABORATION D'UN PLAN D'EPANDAGE INTERCOMMUNAL

Le Président de la Communauté de communes,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.5211-9,

Vu les articles L2123-1, R2123-1 1° du Code de la Commande Publique,

Vu la délibération du Conseil communautaire du 4 juin 2020, relative aux délégations consenties en application des dispositions de l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, autorisant le Président à prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés, des accords-cadres et des groupements de commande, en matière de marchés de travaux, de fournitures, de prestations de services et de prestations intellectuelles d'un montant inférieur à 214 000 € ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget,

Vu la décision n°199-22 du 21 juillet 2022 d'attribution du marché de l'élaboration d'un plan d'épandage intercommunal à l'entreprise SUEZ ORGANIQUE de Nantes (44) pour un montant estimatif de 44 981.15 € HT,

Considérant que lors de l'élaboration du marché, nous avons pris en compte les besoins estimés avec les connaissances des plans d'épandage existants et des parcelles concernées par les agriculteurs. Cependant, lors de l'élaboration du plan d'épandage certaines quantités estimées ont été revues notamment avec l'ajout et le retrait de certaines parcelles. De plus, des analyses complémentaires ont dû être effectuées.

Considérant qu'il convient de passer un avenant en plus-value de 4 164.62 € HT sur la tranche ferme du marché,

DECIDE

Article 1 : d'approuver l'avenant en plus-value de 4 164.62 € HT pour la tranche ferme du marché de l'élaboration d'un plan d'épandage intercommunal.

Article 2 : d'imputer la dépense sur les crédits du budget annexe Assainissement Régie.

Article 3 : le Directeur Général des Services et Monsieur le Trésorier sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution de la présente décision.

Article 4 : la présente décision sera transmise à Monsieur le Préfet de la Vendée au titre du contrôle de légalité.

Article 5 : la présente décision peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Nantes dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au contrôle de légalité et/ou de sa notification et de sa publication.

Article 6 : conformément à l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, il sera rendu compte de la présente décision à la prochaine réunion du Conseil communautaire.

Ampliation en sera :

- Adressée au trésorier
- Affichée conformément à la réglementation en vigueur
- Insérée au recueil des actes administratifs
- Notifiée aux personnes concernées



Fait à Saint Fulgent, le 19 décembre 2023

Le Président
Jacky DALLET